

A light blue world map is visible in the background of the top section of the cover.

Journal of
**Developing Country
Studies**
(JDCS)

Paysannerie et Violence Communautaire en République Démocratique du
Congo : Entre Crise D'identité et Perversion Politicienne



CARI
Journals

Paysannerie et Violence Communautaire en République Démocratique du Congo : Entre Crise D'identité et Perversion Politicienne

^{1,2*}Warom Janvier, ^{2,3}Wembi Wa Wembi Paul, ^{1,2}Kakura Uyewa

¹Enseignant-chercheur à l'Université de Bunia

²Candidat au Diplôme d'Etudes Approfondies en Sciences Politiques et Administratives à l'Université de Kinshasa

³Enseignant-chercheur à l'Université Notre-Dame de Tshumbe

<https://orcid.org/0009-0008-9843-6983>

Accepted: 20th Apr, 2025, Received in Revised Form: 20th May, 2025, Published: 21st June, 2025

RESUME

But: En menant cette réflexion, l'objectif est de comprendre le paradoxe énigmatique de la paysannerie dans la conflictualité entre les communautés et/ou entre les groupes sociaux.

Méthodologie : Pour ce faire, notre démarche, compréhensive et exploratoire, met l'accent sur une approche qualitative en se servant de quelques cas typiques (observés et documentés) pour étayer nos affirmations.

Résultats: Il sied de constater que ces conflits violents dégèrent et s'intensifient souvent du fait de la fragilisation ou du contournement des formes établies de régulation sociale, surtout du foncier. La paysannerie étant souvent envisagée comme victime, parfois comme coupable, mais alors instrumentalisée, et plus rarement comme acteur à part entière.

Contribution unique à la théorie, à la pratique et à la politique: Cette étude est une contribution à l'analyse des conflits qui émergent dans un contexte des pays en développement et surtout d'Etat fragile. Il permet de dénicher la racine des conflits qui se transforment, souvent, en crise au sein des pays en développement et donnent la claire vision de leur prise en charge par le pouvoir public.

MOTS CLES : *Crise D'identité, Paysannerie, Perversion Politicienne, Violence Communautaire*

Abstract

Purpose: In leading this reflection, the objective is to understand the enigmatic paradox of peasantry in the conflict between communities and/or between social groups.

Methodology: To do this, our approach, which is comprehensive and exploratory, emphasizes a qualitative approach by using a few typical cases (observed and documented) to support our claims.

Findings: It is noteworthy that these violent conflicts often degenerate and intensify due to the weakening or circumvention of established forms of social regulation, especially regarding land. Peasantry is often viewed as a victim, sometimes as a culprit, but then manipulated, and more rarely as a fully-fledged actor.

Unique Contribution to Theory, Practice and Policy: This study is a contribution to the analysis of conflicts that emerge in the context of developing countries and especially fragile states. It helps to uncover the root of conflicts that turn into crises within developing countries and provides a clear vision of their management by public authorities.

Keywords: *Peasantry, Communal Violence, Identity Crisis, Political Perversion*

INTRODUCTION

La RDC est un pays qui ne cesse de surprendre le monde à divers points de vue. Scandale géologique, elle détient autant de réserve en ressources naturelles et de terre arable propice à la culture des différents produits champêtres, de l'élevage, de l'exploitation minière ou forestière... Mais, pour favoriser la croissance économique et l'émergence..., le Président a, en accédant au pouvoir opté pour la revenge du sol sur le sous-sol, plutôt que de rester dans l'éternel schéma de la dépendance totale des ressources épuisables.

Ce pays est en même temps objet du théâtre des conflits multiformes à travers les différentes entités. Des conflits ethniques aux conflits de pouvoir coutumier en passant par les violences politiques (violences pendant les périodes électorales, les rebellions,...), le pays vit depuis son indépendance des cycles des conflits qui affectent la quiétude de sa population et sème un désespoir sur l'avenir de sa génération future : « La RD Congo est ainsi transformée en funérarium où se chantent tous les jours, au fil des mois et des années, les élégies funèbres sans jamais que les larmes ne sèchent »¹.

Ces conflits sont exacerbés par des faits divers dont principalement les enjeux fonciers, les luttes pour l'acquisition, le contrôle et le maintien du pouvoir mais aussi et surtout les manipulations politiciennes des communautés ou des groupes sociaux. Ces considérations modifient les rapports naturels entre les paysans et affectent les activités des producteurs.

Chauveau, J-P., Grajales, J et Léonard, E estiment pour leur part que « *les conflits peuvent impliquer des types d'acteurs divers, notamment urbains. Ils peuvent, selon les cas, déclencher, faciliter, entretenir ou faire ressurgir de graves violences. Au bout du compte, les conflits fonciers peuvent avoir des incidences importantes sur le mode de gouvernement des espaces ruraux et sur la construction nationale des pays africains* »².

Le contenu de cet article porte successivement sur les violences liées aux modes de production (1), la crise d'identité liée au communautarisme (2) et enfin la perversion politicienne dans les violences communautaires (3).

1. Violence liée aux modes de production

La majeure partie de la RDC est occupée, dans sa zone rurale par les activités du secteur primaire dont les principales sont l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles. Ces activités sont en même temps source de cohésion sociale du fait de leur complémentarité mais aussi source de tension, de violence.

Selon Abdoul Karim Komi, « *en Afrique, des acteurs de l'agriculture et de l'élevage vivent dans la quiétude et entretiennent des rapports de complémentarité. D'autres sont liés par des relations conflictuelles qui troublent durablement la paix et la cohésion sociales, brisent*

¹ Jacques Adam Djoli Eseng'Ekeli préface de Claude NSAL'ONANONGO, *les guerres à l'Est de la RD Congo, entre génocide et statocide*, Paris, L'Harmattan, 2023, p15

² Chauveau, J-P., Grajales, J et Léonard, E., « Introduction : foncier et violences politiques en Afrique. Pour une approche continuiste et processuelle », in *Revue internationale des études du développement*, N°243, 2020-3, p8

l'hospitalité et instaurent des violences »³.

1.1. Rapport de complémentarité

Les activités du secteur primaire exercées par les habitants, dans les milieux ruraux, sont pratiquées principalement dans le but de répondre aux besoins de première nécessité (alimentation, équipement, soins de santé, ...) avant d'être parfois commercial. C'est dans cette perspective que les uns et les autres développent une complémentarité dans l'accomplissement de leurs activités ; ainsi ils collaborent et procèdent aux échanges de produits de leur travail pour répondre à l'impératif de la diversité des besoins humains et même pour la réalisation de leurs activités respectives.

S'il faut s'appesantir sur les cultivateurs et les éleveurs, plusieurs éléments entrent en ligne de compte pour leur collaboration. Au point de vue de l'alimentation humaine, l'élevage fournit les produits nutritifs non négligeables pour tous. Il s'agit de lait extrait des vaches ou autre animal, de la viande qui détiennent des matières nourricières indispensables pour le corps humain. Le cultivateur fournit, lui aussi, des produits nourrissants très importants pour le corps humain (légumes, tubercule, fruit, noix...).

Au-delà de l'alimentation, les autres produits des activités de ces derniers interviennent dans plusieurs processus d'activités humaines. Jadis les peaux du bétail étaient utilisées comme habillement et autre instrument culturel (tambour, chaise, ...) et même les cornes des bêtes utilisées pour instrument de communication ou dans la fabrication des œuvres d'art ; les bouses pouvaient intervenir dans l'entretien des maisons ou la production des aliments (asticots) pour nourrir les poissons dans les étangs (lac artificiel), les mêmes bouses interviennent dans le processus de fertilisation du sol au profit de certaines cultures...

De l'autre côté, pour l'alimentation des bêtes, les résidus de certaines cultures constituent les produits comestibles importants, tel que les fougères pour les petits et grands bétails, les graines des fruits pour les chèvres ou les céréales pour la bassecour... Les produits de ces activités interviennent aussi dans la prise en charge médicale surtout en cas de carence alimentaire constatée, les diététiciens prescrivent le renforcement de la consommation de tel ou tel autre aliment provenant soit de l'agriculture, de la chasse ou de l'élevage.

Cette collaboration pouvait être une garantie de cohésion sociale entre les habitants du milieu rural ; cependant, loin de cette garantie, ces activités constituent une source quotidienne de tension entre les groupes sociaux. Ces tensions concernent principalement l'espace d'exercice d'activité qui devient un enjeu de conflictualité permanent entre les producteurs dans différents secteurs.

³ Abdoul Karim Komi, « des conflits violents entre des agriculteurs et des éleveurs africains : de l'(in)hospitalité de et pour ce(ux) qui dérange(nt) » in *Revue de l'Institut de Sociologie* 88/2018 (75-96), p75

1.2. Antagonisme

Au cœur de l'opposition entre les différents secteurs d'activités se trouve le contrôle sur l'usage des portions des terres attribuées aux uns et aux autres. Même si, suivant la loi dite *Bakajika*⁴, le sol et le sous-sol appartiennent à l'Etat, cet Etat affecte des étendues aux activités précises (carrés miniers, pâturage pour élevage, concession agricole, etc.).

Chauveau, J-P., Grajales, J et Léonard, E., soutiennent que « *Les violences à propos de la terre prennent des formes extrêmement variées. Elles peuvent s'exercer directement par l'usage de la force dans le contrôle de la terre et des ressources naturelles, ou par des actions sur les populations rurales elles-mêmes. Elles peuvent être plus indirectes, voire emprunter l'apparence de dispositions légales pour discriminer telle ou telle fraction des populations en fonction de son origine ethnique, sa nationalité, sa religion ou son affiliation politique* »⁵.

Malheureusement avec l'intensification des activités, la proximité entre les portions affectées aux modes d'activité (production) différents, les discriminations des uns par les autres, on assiste à une dégradation de relation entre les opérateurs de ces secteurs et une montée de violence qui s'en suit du fait d'une prise en charge non holistique par les gouvernants.

C'est pourquoi, « *pour des millions de personnes de par le monde, la pauvreté, la déliquescence de l'État et la violence sont autant de fléaux qui entravent leur lutte pour la survie. Il est souvent impossible de dissocier clairement ces trois phénomènes de leurs conséquences sur la vie quotidienne de la population affectée, composée en majorité de femmes et d'enfants* »⁶.

Avec le changement climatique et l'usure de la qualité du sol, les différents producteurs sont contraints de se lancer à la recherche des nouveaux espaces pour développer leurs activités. Cela conduit aux heurts entre ces secteurs car ils se livrent à des mouvements souvent moins contrôlés, ni organisés par l'Etat. Pour Kpassi Gobi Chabi Benoît, « *Les catastrophes naturelles peuvent engendrer des incidences économiques dont l'ampleur dépend de la résilience des populations affectées ou de leur aptitude à se remettre des désastres* »⁷.

En effet, avec la pression démographique, il y a tendance à l'agrandissement des étendues d'activités diverses. D'où naissent les conflits fonciers car l'extension des activités sur l'espace conduit à la violation des limites et au non-respect des espaces affectés aux activités connexes (réserve, air protégé, ...). L'autre danger de la proximité, entre cultivateur et éleveur par exemple, est lié à la divagation des bêtes qui détruisent les cultures et dévastent les champs des agriculteurs. Cette divagation conduit parfois les cultivateurs à la révolte (ils peuvent procéder par empoisonnement ou par l'abatage des bêtes envahisseurs pour manifester leur colère). Par ailleurs, les voleurs qui profitent pour opérer dans les champs ou volent les bétails contribuent

⁴ Votée le 28 mai 1966 et promulguée comme ordonnance-loi le 7 juin 1966 pour régler le régime juridique de la propriété foncière en RDC

⁵ Chauveau, J-P., Grajales, J et Léonard, E., *op cit.*, p8.

⁶ Baechler, G., et Ali, *Les Lignes Directrices de la Direction du Développement et de la Coopération*, Direction du Développement et de la Coopération, Berne, Février 2003 ; in www.ddc.admin.ch

⁷ Daramola, et al. cités par KPASSI GOBI Chabi Benoît, « Crise et continuité des activités des Organisations à But Non Lucratif » in *Revue Francophone*, Volume : 2 Numéro : 3, 9/06/2024, p3

à alimenter les sentiments répulsifs réciproques.

Se basant sur certains préjugés dus à la prise des positions discriminatoires on assiste à la culture de l'animosité de la part de ceux qui estiment être opprimés. Ce qui conduit à une lutte pour l'affirmation de soi et le renversement de la situation. Chacun vise à imposer sa domination sur l'autre. C'est une lutte psychologique à laquelle se livrent les producteurs. A Djugu par exemple, « les Lendu se basent sur les prétendues affirmations contenues dans la thèse de doctorat du professeur Lobholwa-Djugu Djugu en sociologie, traitant les Lendu de « peuple d'une insuffisance congénitale, incapable d'intelligence, du sens politique... raison de leur assujettissement aux Hema », pour justifier leur marginalisation jusqu'à dénommer leur association culturelle « Libération des Races Opprimées de l'Ituri(LORI) » pour mener des luttes violentes afin de rétablir sa dignité »⁸.

La tension n'est pas seulement entre cultivateur et éleveur. Ceux qui exploitent les ressources naturelles participent aussi à l'alimentation des violences. Avec les activités minières, les acteurs de ce secteur sont souvent opposés à ceux qui pratiquent les autres activités car en évoluant avec l'exploitation, ils débordent parfois jusqu'à atteindre les zones de production agricole ou les habitations. Compte tenu de l'importance que les exploitants miniers accordent à leurs produits ils s'imposent jusqu'à la délocalisation, souvent de gré ou de force, des habitants environnants leur périmètre d'activité.

Cette façon de faire alimente une relation conflictuelle permanente dans les zones d'exploitation en RDC. Les procédures de déguerpissement des habitants dans les régions minières causent souvent une scène de violence permanente, étant donné que le processus d'indemnisation est souvent moins respecté dans ces circonstances. C'est ainsi qu'en territoire de Watsa (villages Bandaye et Mege), les habitants expulsés de la concession de la société Kibali Gold mines SA, organisent des manifestations (comme celle du 22 octobre 2021) souvent violente pour réclamer leur indemnisation.

Même en cas de relocalisation de la population comme Kibali Gold mines SA estime l'avoir fait dans cette zone, la population ne se trouve pas satisfaite car, contraint d'abandonner ses activités pour aller s'accoutumer à un autre milieu et dans les contextes géographique, environnemental, social ...nouveaux, inconnu, incertain, imprévisible sans certitude que ce nouveau milieu de relocalisation pourra répondre favorablement à ses activités paysannes de routine. Pour l'Abbé vicaire de la paroisse Sainte-Barbe de Koliza, « l'argent que l'entreprise avait déboursé pour la réinstallation n'avait pas été utilisé pour cette fin. Il avait été utilisé au bénéfice des agents de Kibali Gold mines SA, de leurs proches et des autorités locales »⁹. Cette affirmation est corroborée par la société civile, forces vives qui estime que « l'opération de démolition avait été entourée d'un désordre tel que les non concernés par le processus

⁸ Lonu Lotsima P., *causes lointaines, récentes et structurelles des conflits armés en Territoire de Djugu*, Conférence Unibu, inédit, 2021

⁹ l'Abbé vicaire de la paroisse Sainte-Barbe de Koliza, cité par Mining News, *évaluation de l'impact causé lors des opérations de délocalisation des habitants sur la zone d'interdiction (zone B) de Kibali Gold mines SA à Bandayi et Mege (Durba), dans le Territoire de Watsa, Province du Haut-Uélé par l'Etat congolais*, Rapport d'enquête, disponible sur <https://miningnewsmagazine.org> consulté le 03 mai 2025

(administration publique, armée, police, etc.) ont été les grands bénéficiaires »¹⁰.

Tableau 1 : Quelques conflits liés aux activités primaires

No	Activités opposées	Communautés en conflit	Localisation
1	Agriculture et Elevage	Hema (éleveur) et Lendu (cultivateur)	Ituri : à Djugu
		Eleveur et agriculteur de Kabunambo	Sud Kivu : Ruzizi
		Cultivateur de maïs et éleveur de caprin	Nord-Kivu : Masisi Mupfunyi
2	Exploitation minière et agriculture	exploitant artisanaux et coopérative ou société minière	Ituri : Mongwalu
		société minière et habitants	Haut-Uélé : Durba
		Mbororo (éleveur nomade) et les sédentaires	Ituri et Haut-Uélé
3	Exploitation des ressources naturelles et autochtonie	(Pygmée et exploitants mais aussi braconniers et ICCN)	Ituri : Mambasa
		Habitants de Nombe Ovungu (exploitation forestière)	Sankuru : Katako Kombe
		Habitants de Owanda et de Dihokalongo face à ceux de Onguwo (exploitation des étangs piscicoles)	Sankuru (Katako Kombe face au Maniema (Kibombo))

Source : élaboré sur base de notre recherche

Ce tableau démontre qu'aucun secteur d'activité n'est épargné de violence du fait de sa proximité avec une autre activité qui se pratique dans son environnement.

2. Crise d'identité liée au communautarisme

Etant un pays pluriethnique, la RDC compte environs 250 communautés ethniques établis à travers ses différents territoires. Partageant le même espace national, la diversité ethnique exacerbée par les jeux politiques et les intérêts mesquins (contrôle terrien, antécédents historiques, stigmatisation, discrimination sociale) conduit aux clivages entre ces composantes sociales. Ces clivages résultent des frustrations liées aux questions économiques, politiques voire culturelles qui alimentent et accentuent les conflictualités surtout dans les zones rurales.

Cette situation crée des fortes crises identitaires à travers les entités administratives et coutumières en RDC. Or, « la qualification de conflits communautaires se polarise sur des clivages organisés autour d'identités socialement construites, qui peuvent être de nature très diverse (ethnie, religion, castes, lignages, entre autochtones et migrants, entre éleveurs et agriculteurs, entre générations...) »¹¹.

Il s'établit de plus en plus des divisions entre la population congolaise. Le repli identitaire en des circonstances diverses est un vecteur qui engendre plusieurs types de conflit dans la société

¹⁰ Mining News, op. cit.

¹¹ Chauveau, J-P., Grajales, J et Léonard, E., op cit, p8

congolaise. Les valeurs nationales et patriotiques sont négligées au profit des appartenances et accointances tribales, religieuses, politiques, ... avec comme corolaire l'attachement ou le repli sur les relations communautaires même dans les affaires publiques plutôt que sur la méritocratie, la compétence, etc. Le fort attachement aux sentiments communautaires, à la base des violences a atteint son paroxysme avec l'opposition entre les utilisateurs des différents modes de production qui se sont amplifiés jusqu'à se transformer en conflit éthique à travers le pays.

Ainsi Bouvier pense qu'« *en l'absence des visions politiques bien charpentées dans le chef des institutions et des autorités, les acteurs politiques comme les simples citoyens ont tendance à tourner vers les repères sociaux qui restent à portée de main : les appartenances de type communautaire. Et ce, d'autant plus qu'en période de conflit, la vision du lendemain reste floue, nébuleuse et incertaine* »¹².

Ces conflits ethniques sont souvent alimentés par plusieurs facteurs dont la gestion foncière entre communautés. Il peut s'agir des conflits cycliques qui opposent, depuis longtemps, les Behema aux Balendus en Ituri, et dont la gestion des vastes concessions héritées de la zaïrianisation se trouve être le point d'achoppement bien que souvent amplifié par d'autres pesanteurs dont les facteurs locaux, nationaux et internationaux. Ces facteurs ayant pour objectif de transformer ces conflits locaux à une série de luttes armées et de massacres dont les auteurs sont sous l'influence des leaders extrémistes, parfois eux-mêmes manipulés par des instigateurs externes à la population locale avec pour enjeux d'avoir le contrôle direct sur certaines zones stratégiques d'importance sécuritaire et économique en Ituri (ressources minières, pétrolières, forestières, faune et flore, ...).

Cette situation entre Hema et Lendu de l'Ituri est l'un des prototypes de conflit de ce genre mais plusieurs cas sont identifiables, et non de moindre importance, à travers le pays ; mention faite au conflit Ekonda-Eswe dans la province du Sankuru.

En effet, durant des années, les Sankuroises et Sankurois se sont opposés les uns contre les autres dans des conflits autrefois qualifiés des coutumiers ou communautaires ainsi que celui des gens de la forêt contre ceux de la savane « Ekonda-Eswe », sans aucune motivation rationnelle. A ce jour, l'instrumentalisation des conflits (caractérisés par les affrontements) devient fréquent suite à l'interférence de la classe politique dont les affrontements ont coûté les vies humaines à plusieurs concitoyens de ce coin et de dégâts matériels énormes ont été enregistrés.

Malgré cette situation de précarité criante, les leaders politiques de ce coin n'ont vraisemblablement pas encore tiré la leçon des années de conflits inutiles qui n'ont pas profités à la population qu'ils prétendent tous de travailler pour son compte, mais qui est manipulée et

¹²BOUVIER, P., *La décentralisation en République Démocratique du Congo : de la première à la troisième République 1960-2011*, Tervuren/Bruxelles/Kinshasa : MRAC/ Le Cri Editions/Buku Editions, Coll. « Monographies de la République Démocratique du Congo », Vol. 1, 2012, p.164

subit les conséquences des tensions politiques et communautaires.

D'une manière non exhaustive, nous répertorions quelques cas dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : localisation des conflits ethniques en RDC

No	Ethnies en conflit	Province	sources des conflits
1	Hema et Lendu	Ituri	Conflit foncier
3	Bena nshimba et bena Kapuya	Kasaï oriental	
4	Babembe, Bafulero et Banyamulenge à Minembwe	Sud-Kivu	Coutumier et foncier
5	Bantu et twa	Tanganyika	Perversion politicienne
6	Banunu et Batende (massacre de Yumbi)	Mai Ndombe	
7	Teke et Yaka	Kwamouth (Mai ndombe)	conflit foncier
8	Mbole et Lengola	Tshopo	Conflit foncier
9	Ekonda-Eswe ; Balanga-Bambole ; Kabwe-Mamba ; Soko Ekondo-Okitodimba	Sankuru	Conflit coutumier, foncier et communautaire
10	Enyele et Monzaya	Equateur : Dongo	Conflit foncier
11	Ngbandi et Ngbaka	Equateur : Sud Ubangi	Ressources naturelle : foret et étang

Source : élaboré sur base de notre recherche

Ce tableau reprend non exhaustivement les conflits ethniques en RDC, mais il a l'avantage de répertorier les plus violents. Il faut cependant noter qu'en ce qui concerne les pygmées, du fait de l'envahissement de leur espace vital (forêt) par les exploitants, il y a un conflit permanent qui s'installe dans les zones forestières, un lieu naturel de vie pour les premiers habitants de la RDC mais désormais menacé par l'exploitation souvent désordonnée et accompagnée par la destruction méchante des écosystèmes.

3. Perversion politicienne dans les violences communautaires

L'adversité entre les challengers aux postes politiques a une répercussion directe sur leurs militants. Les jeux politiques, spécialement les compétitions électorales mettent aux prises les acteurs politiques ambitieux. Pendant cette lutte pour l'acquisition du pouvoir, il s'observe des tensions, de concurrence et parfois de violence entre les camps des acteurs en compétition. Cette adversité se répercute automatiquement sur les militants et toute de la population acquis à la solde des différents candidats et sympathisants. A ce niveau, les luttes ont tendance à se transformer à des scènes de violences surtout entre les militants des différents partis.

Etant donné que les élections en RDC sont souvent une source de tension politique, nous pouvons dire même que les jeux politiques sont dominés par des partis à base ethnique. Différents candidats comptent sur leur appartenance communautaire pour créer leur électorat,

leur base. Ainsi donc les adversités politiques affectent les communautés qui se rangent comme militants derrière les candidats. Il y a par conséquent la transposition de l'adversité politique en violence communautaire selon que telle communauté soutient la candidature de tel contre celle d'un autre candidat soutenu par une autre communauté.

Au Sankuru par exemple, une vive tension a opposé, le 12 février 2019, des jeunes qui marchaient pour soutenir la candidature de Lambert Mende au poste de gouverneur, et une frange de la population de Lusambo, hostile à cette candidature. Bilan : un jeune homme succombé de ses blessures, douze personnes blessées et sept maisons incendiées. Ce type de violence est courant dans toutes les provinces lors des manifestations de soutien ou d'opposition aux hommes politiques ou à leurs actions.

En Ituri, plusieurs personnes frustrées par la prolongation exagérée de l'Etat de siège et la politique dite de terreur instaurée par ce gouvernement militaire ont rejoints un groupe rebelle nouvellement créé par Thomas Lubanga, la Convention pour la Révolution Populaire (CRP).

A Kinshasa et dans la plupart de grandes villes du pays, les manifestations politiques, de l'opposition comme de la majorité au pouvoir se transforment souvent en bataille entre les militants surtout que les différentes forces politiques entretiendraient des milices affiliées à leurs idéologies sous prétexte d'une jeunesse du parti, chargée de concurrencer ou perturber les actions ou ampleurs de revendication des camps opposés. Ces actions publiques voulues citoyennes se terminent souvent par des casses, des blessures voire de mort d'hommes.

De plus en plus que persiste des violences entre les communautés acquises à la solde des politiciens qui, en contrepartie offre des soutiens divers à leurs bases pour garantir la stabilité de leurs électors, on assiste à travers le pays, à l'organisation des jeunes extrémistes (Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution sous Mobutu, Bérets rouge de PPRD, Forces du Progrès de l'UDPS, ...), qui peuvent recourir à des actes violents pour prétendre préserver l'honneur de leur leader, leur parti ou camp politique.

Dans les milieux ruraux, l'entretien des jeunes pour la défense des intérêts politiciens est à la base de plusieurs mouvements subversifs. Des personnes qui grâce aux appuis de certains politiciens s'érigent en agent de sécurité ou de défense des communautés qui soutiennent l'émergence ou la stabilité politique de l'un de leur. C'est ainsi qu'à l'ouverture de la plénière le lundi 29 mars 2021, le Président de l'Assemblée Nationale Christophe Mboso Nkodia¹³, avait demandé à certains députés nationaux originaires de l'Est du pays de quitter les groupes armés pour lutter contre l'insécurité.

Si au moment de la dénonciation par le Président de l'Assemblée Nationale Christophe Mboso Nkodia, les députés ont nié cette évidence, au moment où les différents groupes mai-mai qui combattaient jadis le gouvernement, se sont transformés en wazalendo (patriote) pour soutenir l'armée loyaliste face à l'avancée du Mouvement du 23 mars (M23), certains leaders politiques congolais ont démontré leur affinité, influence sur les fractions mai-mai (ou wazalendo) de leur

¹³ En RDC, des propos du président de l'Assemblée divisent, disponible sur <https://www.dw.com> consulté le 03 mai 2025

contrée jusqu'à être officiellement désigné représentant de certaines factions¹⁴, par voie de conséquence, répondant de cette structure, par la plus haute autorité du pays.

Dans le même registre, certains gouverneurs des provinces secoués par l'activisme des groupes armés ont nommément cités des politiciens comme travaillant de mèche avec les milices armées (le gouverneur militaire de l'Ituri¹⁵ et l'autorité provinciale du Sankuru¹⁶ ont expressément mentionnés les députés nationaux en connivence avec les milices). D'ailleurs pendant les campagnes électorales, certains candidats ont bénéficié de la sécurité et accompagnement des membres de milices qui interdisaient l'accès aux autres candidats dans les zones sous leurs occupations¹⁷.

Les conflits politiques ont contribué fortement à la désarticulation de la nation congolaise du fait de la tribalisation des luttes pour la conquête du pouvoir. Ils ont amplifié les divisions entre les communautés à cause d'une politique ségrégationniste, séparatiste qui consiste à s'appuyer sur une communauté pour occuper une fonction et en contrepartie, en boostant le développement d'une communauté au dépend de l'autre en lieu et place d'une redistribution équitable des ressources publiques. Tant les ressources de l'Etat sont utilisées comme un bien privé pour exprimer sa reconnaissance à son électorat plutôt qu'un patrimoine collectif dédié à la satisfaction de l'intérêt général, il y a de plus en plus rivalité entre les communautés, les zones linguistiques, ...

Si aujourd'hui parler une des langues nationales¹⁸ dans certaines régions devient source de violence et d'agression physique sur les concitoyens ou encore « amplifie les volitions séparatistes » selon les termes de Maliaka Sefu T.¹⁹, c'est parce que les politiciens (surtout candidats présidents) ont délimité, depuis un certain temps leur rayon d'action par rapport aux zones linguistiques. Au lieu que les langues nationales soient un instrument de cohésion sociale et une richesse culturelle, actuellement elles constituent un élément de désintégration nationale, puis que ceux qui parlent telle langue rejettent ceux qui parlent telle autre. Les agressions sur les candidats ou militants qui ont osé déborder les zones linguistiques en battant campagne pour les candidats non originaires de ces zones étayent cette posture.

La forte ingérence politique dans le processus de désignation des autorités coutumières est un

¹⁴ Le député national Justin Bitakwira et son collègue Bitika Pascal sont désignés respectivement comme représentants des wazalendo du Sud Kivu et du Maniema alors qu'au Nord-Kivu il y avait déjà une forte mobilisation des maï-maï par le député Mbindule et le ministre Muhindo Nzangi

¹⁵ Lire le potentiel, « une guerre médiatique fait rage entre certains députés nationaux élus de la province de l'Ituri et le gouverneur militaire de cette province, accusé par ces élus d'une gestion calamiteuse en cette période d'état de siège » disponible sur <https://lepotentiel.cd> consulté le 04 mai 2025 à 13h33

¹⁶ Lire Sankuru : Emery Okundji nie entretenir une milice à Lubefu disponible sur www.Radiokapi.net, consulté le 11 décembre 2021 à 11 heures 30 minutes

¹⁷ Lire WAROM Janvier, « Administration du territoire de DJUGU en ITURI de 2017 à 2023 : épreuve ou démission de l'Etat congolais » in *Revue Internationale de Droit et Science Politique* (560-576), vol. 4, No7 – Juillet 2024,

¹⁸ La CENCO condamne la stigmatisation des swahiliphones à Kinshasa, disponible sur <https://www.radiokapi.net>, consulté le 12 mai 2025 à 17h 40'

¹⁹ Maliaka Sefu T., « le clivage linguistique à la lisière du scrutin présidentiel au Congo-Kinshasa : une analyse comparative de trois derniers cycles électoraux » in *Thinking Africa*, Note d'analyse politique NAP n°75-juillet 2019, p7

autre vecteur de tension sociale qui conduit parfois aux violences armées à travers le pays ; le cas de Ne Muanda Nsemi qui entretenait un mouvement religieux avec sa branche politico-militaire (Bundu dia Kongo) organisé à travers lequel il a mené plusieurs luttes face au régime Kabila.

En effet, bien que la loi reconnaisse que les autorités coutumières soient désignées conformément aux us et coutumes, les protagonistes politiques s'impliquent pour que le candidat proche de leur camp politique prenne les rênes du pouvoir traditionnel pour la protection de leurs intérêts dans l'entité coutumière. Ce qui énerve les principes. L'ingérence politique engendre parfois le dédoublement des autorités traditionnelles (choix politique et désignation coutumière) au sein des entités coutumières et contribue à la division entre les membres de la communauté. Cette division s'enracine et tourne parfois à des scènes de violence entre les camps qui soutiennent les parties opposées.

Nous illustrons cette situation, par la mort une personne et une autre blessée par balles vendredi 25 mars 2016 dans la localité d'Okoko Dive, en territoire de Lubefu dans la province du Sankuru lors des affrontements provoqués par un conflit de succession impliquant deux cousins. Les antagonistes ont aussi incendié des maisons, dont le nombre n'a pas été précisé. Le conflit qui faisait surface opposait le pasteur et homme d'affaires Osango Djoki à son cousin Longonya Tongolé, alors chef de groupement de Longonya Dive. Des heurts entre des individus reconnus comme partisans d'Osango, venus de Lusambo à Okoko Dive, et ceux de Tongolé ont provoqué le déplacement massif des populations dans les villages voisins.

Jean Batory et Thierry Vircoulon soutiennent que « les mécanismes institutionnels de gestion des litiges coutumiers par les administrateurs de territoire, les gouverneurs et en dernier ressort le ministre en charge des affaires coutumières (avec l'appui de conseils consultatifs), manquent d'efficacité, voire sont pervertis par des interférences ethno-politiques. De ce fait, ces litiges locaux peuvent facilement s'emballer et donner lieu à une révolte locale qui évolue en conflit provincial »²⁰.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'analyse de la paysannerie et violence communautaire nous a mis devant une double perception : l'examiner comme acteur et victime de la conflictualité. Utilisant une approche qualitative, nous avons établi une liaison intrinsèque entre la paysannerie et les multiples facettes des violences communautaires à travers la République Démocratique du Congo.

Au-delà du repli identitaire et de contradiction entre les acteurs des différents modes de production, nous avons montré que les interférences politiques ont exacerbé les violences entre communautés et/ou entre groupes sociaux.

Aux vus de ce qui précède, il faudra donc restaurer le respect de la régulation, surtout en ce qui concerne le foncier et réorganiser les espaces selon les différents modes de production comme une garantie stabilisatrice des zones rurales. Privilégier le recours aux us et coutumes comme

²⁰ Jean Batory, Thierry Vircoulon « Les pouvoirs coutumiers en RDC : institutionnalisation, politisation et résilience », Notes de l'Ifri, Ifri, mars 2020, p20

mécanisme de régulation des habitudes et attitudes paysannes. Autant que les politiques doivent s'abstenir d'interférer dans les affaires rituelles pour se conformer aux règles d'art dans le processus d'acquisition et de conservation du pouvoir.

La grille d'analyse sur les conflits communautaires reste vaste et peut être confrontée à divers approches ou paradigmes. La combiner à la paysannerie nous a permis de comprendre la dichotomie de cette dernière dans la conflictualité en RDC, en tant qu'acteur et victime.

BIBLIOGRAPHIE

Abdoul Karim Komi, « des conflits violents entre des agriculteurs et des éleveurs africains : de l'(in)hospitalité de et pour ce(ux) qui dérange(nt) » in *Revue de l'Institut de Sociologie* 88/2018 (75-96),

Baechler, G., et Ali, *Les Lignes Directrices de la Direction du Développement et de la Coopération*, Direction du Développement et de la Coopération, Berne, Février 2003 ; in www.ddc.admin.ch

BOUVIER, P., *La décentralisation en République Démocratique du Congo : de la première à la troisième République 1960-2011*, Tervuren/Bruxelles/Kinshasa : MRAC/ Le Cri Editions/Buku Editions, Coll. « Monographies de la République Démocratique du Congo », Vol. 1, 2012,

Chauveau, J-P., Grajales, J et Léonard, E., « Introduction : foncier et violences politiques en Afrique. Pour une approche continuiste et processuelle », in *Revue internationale des études du développement*, N° 243, 2020-3,

Claude NSAL'ONANONGO, *les guerres à l'Est de la RD Congo, entre génocide et statocide*, Paris, L'Harmattan, 2023,

Jean Batory, Thierry Vircoulon « Les pouvoirs coutumiers en RDC : institutionnalisation, politisation et résilience », Notes de l'Ifri, Ifri, mars 2020,

KPASSI GOBI Chabi Benoît, « Crise et continuité des activités des Organisations à But Non Lucratif » in *Revue Francophone*, Volume : 2 Numéro : 3, 9/06/2024,

Lonu Lotsima P., *causes lointaines, récentes et structurelles des conflits armés en Territoire de Djugu*, Conférence Unibu, inédit, 2021

Maliaka Sefu T., « le clivage linguistique à la lisière du scrutin présidentiel au Congo-Kinshasa : une analyse comparative de trois derniers cycles électoraux » in *Thinking Africa*, Note d'analyse politique NAP n°75-juillet 2019



©2025 by the Authors. This Article is an open access article distributed under the terms and conditions of the Creative Commons Attribution (CC BY) license (<http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>)